



Conseil d'Administration de l'UNSS

8 octobre 2019

Déclaration du SE-Unsa

Alors que nous sommes réunis en ce conseil d'administration pour échanger, entre autres, sur un bilan positif de l'activité UNSS sur ces dernières années, que ce soit en nombre de licenciés ou en adhésion aux événements plus ponctuels mais tout aussi importants pour le rayonnement de l'UNSS, alors que les résultats de la grande enquête nationale de l'UNSS de mai-juin derniers montre que tous ses acteurs, enseignants, élèves, parents et chefs d'établissements, ont une image positive et constructive de l'UNSS, la Cour des comptes vient de publier son rapport bien moins favorable « L'École et le sport, une ambition à concrétiser » pour lequel le SE-Unsa a été auditionné au printemps dernier.

L'état des lieux que le rapport dresse sur l'enseignement de l'EPS et la dynamique du sport scolaire, tout comme les recommandations qu'il promulgue dans un indéniable but de rationalisation des moyens, témoigne d'un manque crucial de prise en compte de plusieurs réalités notamment celle de la finalité assignée à l'enseignement lui-même.

Si le SE-Unsa partage la nécessité d'accompagner les professeurs des écoles dans la mise en œuvre des 3h d'EPS hebdomadaires et leur investissement dans le sport scolaire, il ne se retrouve aucunement dans la conception de l'enseignement qui irrigue le rapport.

Incarnant une certaine nostalgie des cours de gym d'un autre siècle, notamment lorsqu'il décrit l'éloignement entre l'enseignement de l'EPS et la pratique sportive fédérale, le rapport décline des préconisations sur les contenus à enseigner et les aptitudes à vérifier qui ignorent en grande partie

la dimension éducative et sociale de l'activité physique et sportive. Le SE-Unsa, lui, revendique :

- une meilleure formation initiale et continue en matière d'EPS et une sensibilisation systématique à la dynamique Usep des enseignants du premier degré
- une augmentation du temps consacré à l'enseignement de l'EPS et la création d'une spécialité EPS au lycée
- une réelle reconnaissance et valorisation des enseignants du 1^{er} et du 2nd degré investis dans le sport scolaire

Prétextant une lourdeur de fonctionnement, le rapport préconise aussi un rapprochement entre l'Usep et l'UNSS, voire une unification, occultant ainsi en partie leurs différences structurelles. Le SE-Unsa préfère encourager le renforcement et l'élargissement à tous les territoires des plans de développement communs et exige une dotation en temps et en moyens humains pour assurer la coordination des actions des deux fédérations.

Enfin, la volonté du rapport d'un meilleur pilotage de l'utilisation des équipements sportifs certes louable, ne doit en aucun cas ignorer que le défaut d'équipement subi par l'Ecole est réel et ne se résoudra pas simplement en termes de rationalisation.

Pour le SE-Unsa, la Cour des comptes juge les moyens alloués à l'enseignement de l'EPS et au sport scolaire trop élevés au regard des résultats obtenus, notamment parce qu'elle se base sur une conception de l'enseignement lui-même et de ses finalités totalement erronées, mais aussi une conception très, trop, statistique où seuls les résultats quantifiables reflèteraient les apports en termes d'apprentissage et de développement de l'élève.

Les réponses apportées dans un premier temps par JM Blanquer aux préconisations du rapport se veulent plutôt garantes des enjeux éducatifs et sociaux de l'enseignement.

Lors de la journée nationale du sport scolaire du 25 septembre dernier et du rendez-vous médiatique au stade Ladoumègue à Paris, le ministre en a profité pour réaffirmer son attachement à l'éducation par le sport, au parcours éducatif sportif de chaque élève, recentrant ainsi son discours de ces deux dernières années.

Si en 2018, les différents acteurs et partenaires du sport scolaire avaient attendu en vain les deux ministres, 2019 aura été honoré de la présence de JM Blanquer et R Maracineanu.

Le SE-Unsa présent a pu y apprécier un changement de ton. La promotion depuis deux ans d'un « sport à l'école » quasi exclusivement vecteur d'olympisme et de championship a cédé la place aux valeurs éducatives et sociales des activités physiques et sportives à l'Ecole.

Durant ces deux années, le SE-Unsa avait déjà alerté à maintes reprises le ministère : déplacer les enjeux de l'EPS et du sport scolaire signifiait indéniablement le risque de déplacer les missions, les acteurs et les temps et par conséquent les moyens alloués.

Le SE-Unsa réitère avec conviction sa demande d'un réel soutien de notre ministre de la dynamique du sport scolaire en France et même au-delà, condition sine qua non à l'engagement de tous les acteurs qui font vivre le sport scolaire au quotidien, condition sine qua non à la lisibilité publique et donc la crédibilité de ce qu'est le sport scolaire et des enjeux qu'il porte.

Si le SE-Unsa approuve les récentes mesures prises en faveur du développement de l'Usep, mesures que le SE-Unsa et son groupe Sport scolaire Tous acteurs exigeaient au sein de son Manifeste, si le SE-Unsa voit

d'un bon œil l'annonce d'un parcours éducatif et sportif, la mise en place de licences passerelles, des jeux des jeunes, ... il restera très attentif et toujours aussi exigeant en matière de moyens alloués et mises en œuvre favorisés de ces mesures par notre ministre. Dans ces mêmes objectifs, le SE-Unsa avec sa fédération l'Unsa Education, sera très vigilant sur le pilotage territorial du sport scolaire dans le cadre de la réorganisation territoriale de la gouvernance du sport.

Je vous remercie de votre attention.

Elisabeth Allain-Moreno
Déléguée Nationale EPS pour le SE-Unsa